

Usumbura, le 19 octobre 1956

N°13/03/3449

Transmis à Monsieur le Gardier de Prison  
à NGOZI....deux....., copies d'une ordon-  
nance en date du 16/10/56.....accordant  
la libération conditionnelle au....détenus:

AMISI Hilaire RE 12.042



Le Chef du Service Provincial  
du Contentieux et de la Justice,  
E. DUCARME

Conseiller Juridique.

Le mariage est un mariage et  
le mariage est différent.  
La situation de la femme mariée  
est la même que celle de la femme mariée  
à la fois de 2 enfants en son âge à  
Fribourg. Elle a été mariée et il avait  
été marié. Elle a été mariée en 1874 et elle avait  
c-à-faire 3/4 de son âge. La femme a pu  
signaler que le mariage a été marié. 16/20/56. *27/2/1876*

R. Ecrou n°

42786/1955  
12.042/NGOZI

R. M. P. N°

6325/FF.-

Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignements du nommé (1) AMISI Hilaire, fils de Sumaili (+) et de Ziti (+), originaire de Lukandu, Territoire de Kindu, District du Maniema, de race Mukusu, résidant à Albertville camp CFL., candidat batelier.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	Tribunal de Résidence de l'Urundi Chambre d'Usumbura.
Date du jugement	24.3.55
Motif de la condamnation	Vol simple
Durée de la servitude pénale principale	4 ans
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	14.6.54
Décision de la juridiction d'appel	3 ans
Date du jugement d'appel	8-8-55
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	14.6.55 11-3-55
Date d'expiration de la peine	14.6.58 14.6.57

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Vol de 10 ballots de foin au fort de Kipsura.  
Aucune activité connue.

Défavorable  
12/9/55  
Toussaint-Lévy

Défavorable 9/10/56  
Goffin  
Goffin

FAVORABLE - DÉFAVORABLE - PRÉMATURÉ  
le 25 MAI 1956

L'Officier du Ministère Public  
J. BOURGUIGNON

*J. Bourguignon*

L'Officier du Ministère Public,

*J. Bourguignon*

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. - Après trois mois dans les cas contraires.  
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :	22/5/56.	3/10/56	
	paix payée	paix payée	
1° la conduite. <i>très mauvaise</i>	Très bonne	Très bonne	
2° le caractère. - <i>renfermé</i>	calme. <i>très renfermé</i>	calme	
3° les dispositions morales du détenu. <i>Doutance -</i> <i>Usa 1.9.55</i>	<i>subit sa peine et s'efforce de s'amender -</i> <i>22/5/56</i>	<i>s'acquitte</i> <i>parfaitement</i>	

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

*Défavorable*  
*16.9.55*  
*Ris. Urundi*  
*F. Sioux.*

*Prématuré*  
*25.5.56*  
*Ris. Urundi*  
*F. Sioux.*

*Défavorable*  
*10.4.56*  
*Ris. Urundi*  
*F. Sioux.*

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans *la suite*  
Usunbura, le *20/09/55*  
Le Vice-Commissaire Général  
Gouverneur du Rwanda Urundi

Le Chef du Service du Contentieux et

E. DUCARME

*R. Urundi*

A représenter dans *quatre* mois

Usunbura, le *-4-1956* 19

Le Vice-Commissaire Général  
Gouverneur du Rwanda Urundi

Le Chef du Service du Contentieux et  
de la Justice

E. DUCARME

*R. Urundi*

Résidence de l'Haouidi

N° ..... R. E. / 43.486

Prison de Thsumbura

R. M. P. N° / 6325/13

FICHE DU DÉTENU : AMISI Létain

Originaire de la chefferie Kukoko (vis. camp C.F.L. Allat<sup>ile</sup>)

Territoire Kindu

Résidence ou district de Mariemba

Condamné le 24-3-55, par TRV

à 4 ans 1 PP

du chef de Vol simple et récel

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît

# PUNITIIONS

Dates	Motif	Peine
15-9-54	<del>S'être présenté au rapport pour 6 f. cachot</del> <del>une demande d'arrêt de travail</del>	<del>6 f. cachot</del>
19-1-55	Paresse au travail	8 jours cachot
25-1-55	Paresse sur la cour	8 jours cachot
17/3/1955	Paresse au travail	15 jours cachot.
25-2-55	Paresse au travail	8 jours cachot
18-6-55	Bataille sur la cour	8 jours cachot
23-11-55	avoir quitté son travail sans permission Refus de travail	1 coup fouet
1-12-55	ayant reçu un mandat, en ayant gaspillé une partie	1 coup fouet et
7-3-56	étant mis de corvée avec le sergent, avoir été trouvé assis à côté de leur travail	4 fcs cachot
8-6-56	malgré l'interdiction du gardien de prison, avoir porté des lunettes noires qu'il a repris dans ses bagages.	2 coup fouet
9-7-56	S'être battu à la prison pour une assiette de nourriture	4 fcs cachot
		11 fcs fouet

Femme

18027/Kep

Résidence d' Luanda

N° ..... R.E. / 17136

Prison de Keigali

R. M. P. N° / 6540/L

FICHE DU DÉTENU :

Baguirika (femme)

Originaire de la chefferie Myantanga

Territoire Keibuya

Résidence ou district Luanda

Condamné le 19-8-55, par T. I. Inst. 120

à 2 ans S.P.P. 75 f. par - 5000 f. d.

du chef de Membre camps mortels (art. 48)

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

marie avec la victime Hweheko + un enfant

Tournez s'il vous plaît

## PUNITIONS

Dates	Motif	Peine
24. x 1. 55	Vieaut depuis son arrestation	
18-1-56.	Vieaut depuis le 25- <del>12</del> -55	

## Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignements d. e la nommée (1) BASIRINKA, fille de Hiramidi (P) et de Nyirabarabane (P), orig. de la colline Murambi, Chef Jafaranga, Chefferie Nyantango, Ter. de Kibuye, y résidant, mariée à Huelika, venue de Huelika, un enfant.

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	Tribunal de 1 <sup>re</sup> Instance d'Isenye
Date du jugement	19. 8. 1955
Motif de la condamnation	Coups volontaires mortels
Durée de la servitude pénale principale	2 ans
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	15-3-55
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	14-9-55
Date d'expiration de la peine	15-3-57

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

Convenu d'avoir le 14 mars 1955 à la colline Murambi, Chefferie Nyantango, Ter. de Kibuye, porté volontairement deux coups de planche à la tête de son mari Huelika, coups qui ont entraîné la mort de la victime, sans qu'il y ait eu dans le chef de la prévenue, intention de donner la mort.

Antécédents judiciaires: héant.

Disfavorable  
12/4/56

Soly

favorable  
12/4/56

chef. 3/11/57

L'Officier du Ministère Public,

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires. Après cinq ans, si la peine est perpétuelle.

Oservations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

bon

Kisumu. 10.9.58

idem

Bon

2° le caractère.

calm

idem

Calme

insoluble

3° les dispositions morales du détenu.

douteux

Kigali le 26/11/58

idem

Bon

Kigali 25/9/58

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

Défavorable

5.12.1955

Idem

16.4.1956

Favorable

10.10.1952

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans quatre mois

l'embassade - 9. VI 1955 19

Le Colonel Général

Colonel Ugadi

Le Colonel Ugadi Ugadi et

et Ugadi

E. DUCARME

Six  
23. IV 1955

Ugadi

*Le* Le Vice-Gouverneur Général,

Gouverneur du Ruanda-Urundi, *Le Gouverneur Général,*

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1926, qui pourvoit à l'exécution de cette loi;

Vu, spécialement en sa section VIII (livre premier), le décret du 30 janvier 1940 formant code pénal rendu exécutoire dans le Territoire du Ruanda-Urundi par ordonnance n° 43/Just. du 18 mai 1940;

Vu l'ordonnance n° 31/Just. du 13 avril 1942 rendant exécutoire dans le Territoire du Ruanda-Urundi l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 13 novembre 1897 sur la libération conditionnelle;

Vu, spécialement en ses articles 49 et 50, l'ordonnance du Gouverneur Général du 15 octobre 1931, mise en vigueur au Ruanda-Urundi par ordonnance n° 30/Just. du 13 avril 1932;

Attendu que la nommée **BAGIRINKA, fille de Mirindi et de Nyirabarame** R.E. 67/56 originaire de la colline Marambi, s/chef Gafaranga, Chefferie Nyantango Territoire de Kibuye a été condamné le 19/8.55 par le tribunal de 1ère Instance d'Usumbura à 2 ANS de servitude pénale;

Attendu qu'il a été incarcéré le 15/3/55

Attendu qu'il a accompli plus d'un quart de sa peine et que la durée de l'incarcération subie dépasse trois mois;

Sur la proposition du Chef du Service du Contentieux et de la Justice,

ORDONNE:

Article premier.

Le nommé **BAGIRINKA** préqualifié, est libéré conditionnellement.

Le maintien de cette libération est subordonné aux conditions suivantes:

Article deuxième.

La présente ordonnance sortira ses effets le jour de sa notification à l'intéressé.

Usumbura, le 22 octobre 1956

HARROY,

~~Fait copie conforme~~

~~Usumbura, le~~

~~1956~~

Le Chef du Service du Contentieux et de la Justice,

*Le magistrat en charge et le Président sont favorables à la libération. Cette femme est en prison avec un bébé de 3 ans. A l'âge de 3/4 de sa peine - favorable*  
20/10/56  
*R. Harroy*